

REPUBLIQUE FRANCAISE**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE****VILLE DE MERIGNAC****ARRETE MUNICIPAL**

Le Maire de la Ville de Mérignac,

Vu la Convention de Vienne du 8 novembre 1968 portant sur la signalisation routière,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-1, 2, 3, 4, 5 et 6,
Vu le Code de la Route et notamment les articles L. 325-1 à L. 325-3, L. 411-1 et R. 417-10,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu l'arrêté AM-2024-140 du 2 février 2024 donnant délégation à Monsieur TRIJOULET, 1er Adjoint, Délégué à l'Urbanisme-Grands Projets urbains-Habitat-Patrimoine-Politique de la Ville, pour la signature des documents en l'absence de Monsieur le Maire du 03/02/2024 au 18/02/2024 inclus
Considérant la demande de la ville de Mérignac,
Considérant la nécessité de règlementer la circulation et le stationnement aux abords de la MDH de chemin long,
Considérant la politique de développement des modes de déplacement doux,
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité publique,
Considérant que pour cela, il est nécessaire de prendre les mesures adéquates,

ARRETE**ARTICLE 1er**

Sur la partie la plus au sud de la parcelle de la maison des habitants de Chemin Long est mise en place un parking réservé aux véhicules :

- 30 places de stationnement sont créées.
- 1 place réservée aux titulaires d'une carte d'invalidité est créée.

Il est interdit de stationner à tout véhicule en dehors des places prévues à cet effet sur le parking ou sur les voies d'accès à ce dernier, sauf aux véhicules de secours et aux véhicules de service public.

ARTICLE 2

La présente décision prendra effet le 26/03/2024

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera porté à la connaissance des conducteurs de véhicules à l'aide d'une signalisation conforme aux prescriptions ministérielles et aux textes subséquents sur la signalisation routière.

ARTICLE 4

La signalisation correspondante sera mise en place par les Services Techniques de BORDEAUX METROPOLE.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 6

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Président de BORDEAUX METROPOLE
- Commissariat de Police
- Monsieur Le Chef de La Police Municipale
- Direction Générale des Services
- BM SIGNALISATION

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.



Fait à Mérignac, le 26/03/2024

Alain ANZIANI
Maire de Mérignac

Fin du document